



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 25 avril 2016

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 de notre règlement interne, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, à Madame la Ministre de l'Environnement, ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé.

La redistribution de produits alimentaires invendables, mais toujours comestibles, est un problème récurrent. En témoigne l'émoi (ce jour) sur les réseaux sociaux d'une scène apparente de gaspillage de nourriture.

L'honorable député Claude Lamberty avait soulevé, dans sa question parlementaire n° 1782 du 5 février 2016, la question de la réponse qu'entendait réserver le Gouvernement au phénomène du gaspillage alimentaire. Il y faisait référence à la récente loi sur la lutte contre le gaspillage alimentaire adoptée le 3 février 2016 en France.

Dans leur réponse commune très détaillée du 10 mars 2016, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, Madame la Ministre de l'Environnement et Madame la Ministre de la Santé indiquaient les initiatives prévues ou d'ores et déjà mises en œuvre par le Gouvernement pour lutter contre le déchet et le gaspillage alimentaires.

On peut y lire notamment :

« D'ici la fin de l'année, le nouveau plan national de gestion des déchets sera élaboré. La lutte contre le gaspillage alimentaire y sera indiquée comme un axe d'action spécifique et sera suivie comme telle par des mesures concrètes. »

Au regard des réactions très vives au phénomène du gaspillage alimentaire dans notre pays qui, malgré sa grande richesse, voit de plus en plus de personnes confrontées à des difficultés économiques, j'aimerais poser les questions suivantes à Mesdames et Monsieur les Ministres :

- Le Gouvernement est-il d'avis qu'il conviendrait d'adopter, dans la législation luxembourgeoise, des mesures plus incisives, à l'instar de la loi française qui :
 1. rend obligatoire le recours à une convention pour les dons réalisés entre un distributeur de denrées alimentaires et une association caritative ;
 2. prévoit aussi une sanction pour éviter la destruction volontaire de denrées alimentaires encore consommables par les commerces de détail ;

3. modifie le régime juridique de la responsabilité des producteurs du fait de produits défectueux, afin de lever le blocage des dons de biens alimentaires sous marques de distributeur par leur fabricant ;
 4. intègre la lutte contre le gaspillage alimentaire au parcours scolaire ainsi que dans le champ de la responsabilité des entreprises ?
- Le Gouvernement est-il d'avis qu'il conviendrait d'accélérer le train de mesures et de campagnes déjà décrites dans la réponse à la question de l'honorable député Claude Lamberty ?
 - Concernant plus particulièrement la lutte contre le gaspillage dans le commerce de détail, Mesdames et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il conviendrait d'encourager les communes à organiser des relais efficaces entre les commerçants locaux et les associations caritatives pour optimiser la distribution des aliments inaptes à la vente mais encore propres à la consommation humaine ?

Dans leur réponse à la question parlementaire précitée, Mesdames et Monsieur les Ministres ont également informé qu'une étude, dont l'objectif est de quantifier le gaspillage alimentaire au niveau national, de repérer les secteurs les plus touchés et d'analyser certaines pistes d'action possibles, a été commanditée et sera présentée dans les prochains mois.

- Où en est l'élaboration de cette étude ? Peut-on déjà tirer des enseignements ou conclusions de cette analyse ?

Veuillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mon profond respect.

Franz Fayot
Député



Réponse commune du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, de la Ministre de l'Environnement et de la Ministre de la Santé à la question parlementaire no 2034 de l'honorable député Monsieur Franz Fayot.

Les principaux constats dégagés de l'étude « Aufkommen, Behandlung und Vermeidung von Lebensmittelabfällen im Großherzogtum Luxemburg » datant de février 2016 ont été présentés le 3 mai aux acteurs concernés. Selon l'étude, 123 kg d'aliments par personne par an sont gaspillés dont 56 kg sont des déchets alimentaires évitables. Le secteur le plus touché étant le ménage, suivi, dans l'ordre donné, de la restauration de collectivité, de la gastronomie et du commerce. Les déchets alimentaires se composent principalement de restes de table et de repas excédentaires. L'étude indique que la plupart des personnes interrogées sont très sensibilisées à la problématique du gaspillage alimentaire, cherchent des possibilités d'amélioration ou ont déjà mis en place des programmes de réduction. Actuellement, nombre d'enseignes de la grande distribution s'investissent dans la lutte contre le gaspillage alimentaire en donnant leurs invendus et des denrées alimentaires périssables qui approchent de leur date limite de consommation à des organisations caritatives. L'étude en entier est disponible sur le site internet : www.emwelt.lu.

Dans le cadre de sa première proposition du Paquet sur l'Economie circulaire, la Commission européenne avait proposé de fixer un taux de réduction des déchets alimentaires de 30% d'ici 2030. Après le retrait de ce premier Paquet, la Commission européenne a émis en date du 2 décembre 2015 une nouvelle proposition comprenant, entre autres, la proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil COM(2015) 595 final dans laquelle, il n'y a toutefois plus d'objectif quantitatif quant à la réduction du gaspillage alimentaire. Néanmoins, le Luxembourg s'engage à prendre des mesures concrètes afin de réduire considérablement la production de déchets alimentaires. Au niveau national, un certain nombre d'initiatives existent déjà. Il y a lieu d'en tenir compte lors du développement de pistes de solution. Il s'agit d'optimiser la chaîne existante. Dans ce contexte, des éléments importants sont la formation et la sensibilisation tant au niveau des particuliers qu'au niveau des professionnels notamment par la formation dans les écoles hôtelières. Un groupe de travail regroupant les principaux acteurs concernés par le gaspillage alimentaire s'est constitué. Il s'est fixé pour objectif de développer des stratégies pour les différents secteurs et de lutter ensemble contre les causes du gaspillage alimentaire. Dans les mois à venir, des actions phares élaborées par ce groupe seront mises en œuvre. Une conférence sur la réduction du gaspillage alimentaire dans la chaîne alimentaire, organisée par le ministère de la Protection des consommateurs en collaboration avec le ministère de l'Environnement, aura lieu le 27 octobre 2016 de 9.00 – 18.00 heures à la Chambre de Commerce.

Nonobstant les mesures à prendre pour prévenir les déchets d'aliments et lutter contre le gaspillage alimentaire et dans le respect de la hiérarchie de la gestion des déchets, il s'agit d'assurer que ces produits devenus déchets soient valorisés. A cet effet, la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets prévoit un certain nombre de dispositions concernant la gestion des biodéchets, y compris les déchets alimentaires ou de cuisine. Ainsi, dans son article 25, il est prévu que « *les biodéchets doivent être soumis à une collecte séparée afin de les soumettre prioritairement à une opération de compostage ou de*

digestion [...] ». D'après l'article 20, ce sont « *les communes [qui ont] ont la charge d'assurer la gestion des déchets ménagers et des déchets assimilés se trouvant sur leur territoire, y inclus la gestion des biodéchets [...]* ». Actuellement, la collecte séparée des biodéchets se fait dans 36 communes. Des initiatives prises par les syndicats intercommunaux sont en cours pour assurer que cette collecte se fera également dans un avenir proche dans les communes restantes.

L'article 27 prévoit que « *les exploitants d'établissements ou d'entreprises mettent en place une gestion des déchets qui tient compte des éléments suivants: [...] b) de la collecte séparée des différentes fractions de déchets en vue d'assurer un recyclage de qualité des différentes fractions ; [...]* ». Par ailleurs, l'article 13 stipule que « *[...] les détenteurs de déchets doivent assurer que les différentes fractions et qualités de déchets ne sont pas mélangées à d'autres fractions de déchets, à des matériaux ayant des propriétés différentes, à de l'eau ou à tout autre produit ou substance susceptible de réduire le potentiel de valorisation de haut niveau des déchets en question* ».

Il faut noter que le régime juridique de la responsabilité des producteurs découle directement de la réglementation européenne. Ainsi, ces responsabilités sont définies au sein des différents textes de la législation alimentaire européenne et notamment le règlement 178/2002, le paquet hygiène (règlement 852/2004, 853/2004) la réglementation INCO (règlement 1169/2011). Si ces règles sont respectées, rien ne s'oppose à une cession de denrées alimentaires à des associations caritatives.

La production de déchets est une conséquence malheureuse de l'activité économique et de la croissance. Ce cycle peut être rompu grâce aux technologies modernes et à une gestion raisonnée.

La loi modifiée du 21 mars 2012 institue un cadre légal pour le traitement des déchets et vise à protéger l'environnement et la santé humaine en soulignant l'importance d'une gestion des déchets appropriée et des techniques de valorisation et de recyclage pour atténuer les pressions sur les ressources et améliorer leur utilisation. Par conséquent, une hiérarchie des déchets est établie: prévention, réutilisation, recyclage, valorisation (énergétique, par exemple) et élimination. Elle confirme le principe du pollueur-payeur selon lequel les coûts de la gestion des déchets sont supportés par le producteur de déchets initial. Les producteurs ou détenteurs de déchets doivent les traiter eux-mêmes ou confier leur traitement à un exploitant officiellement reconnu. Ils doivent posséder une autorisation et faire l'objet d'une inspection périodique.

En ce qui concerne, le point soulevé à faire intégrer la lutte contre le gaspillage alimentaire au parcours scolaire, le Ministère de la Santé entend plutôt mettre l'accent sur une alimentation saine et équilibrée pour faire face aux problèmes d'obésité, ce qui n'empêche pas bien entendu de faire connaître aux enfants dès le petit âge la problématique du gaspillage alimentaire.

Finalement, l'annexe A du règlement grand-ducal du 18 décembre 2015 fixe un catalogue des avertissements taxés établis conformément à l'article 48 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Ainsi, des avertissements taxés sont prévus pour « *inobservation de l'obligation de collecte séparée des biodéchets par des détenteurs ou producteurs ménagers ou assimilés (49 Euro)* » ainsi que pour « *inobservation de l'obligation de collecte séparée des biodéchets par des détenteurs ou producteurs non ménagers (145 Euro)* ».